

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 13 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Pas prête
- 2) Sarko au plus bas
- 3) Hollande ; en cas, voter pour lui



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La droite n'est pas prête pour reprendre le pouvoir selon l'institut Diderot



La droite n'est pas prête pour reprendre le pouvoir selon l'Institut Diderot.
AFP

Ils sont les grands favoris de la prochaine élection présidentielle. Et pourtant Les Républicains n'ont jamais été aussi peu préparés à reprendre le pouvoir selon l'Institut Diderot. Un constat auquel la primaire ne changera rien.



Rémi Clément Journaliste

Cinq ans après avoir été battue dans les urnes, la droite est-elle prête pour reprendre le pouvoir? Alors que tous les sondages donnent le candidat des Républicains gagnant au second tour de l'élection présidentielle face à Marine Le Pen, l'Institut Diderot publie mi-octobre une note particulièrement pessimiste. Selon le think-tank financé par un groupement de mutuelles, « la droite n'est pas davantage prête à gouverner aujourd'hui qu'au lendemain de sa défaite », en 2012. Et ce quel que soit le nom du vainqueur de la primaire de la droite et du centre, le 27 novembre prochain.

« Aucun chef n'est apparu au centre et à droite pour bénéficier de l'autorité certes assez mystérieuse qui entoure un candidat naturel à la fonction suprême », note le rapport du laboratoire d'idées. Nicolas Sarkozy « traîne comme un viatique une cohorte d'infidèles », l'âge d'Alain Juppé lui « ôte cette exaltation qui avait fait tout le charme de la campagne de 2007, et François Fillon « apparaît dépourvu de tout magnétisme ». Quant à Bruno Le Maire, il apparaît « comme un Juppé juvénile » sans disposer de la « hauteur » du maire de Bordeaux. « Les autres candidatures appartiennent elles plus au registre littéraire que politique », conclut l'institut Diderot, de manière assassine pour Jean-François Copé et Jean-Frédéric Poisson.

Les effets pervers de la primaire

A ce problème de casting, s'ajoute l'effet pervers des primaires ouvertes qui, selon le think-tank, ont tendance à renforcer « la dynamique narcissique de la vie politique », au lieu de développer la stature d'homme d'Etat des différents candidats. « Les primaires font aujourd'hui de la naissance d'un chef d'Etat une sorte de concours de beauté, où les candidats parodent, se positionnant les uns par rapport aux autres », avance l'institut Diderot. Elles échouent en revanche à établir un rapport direct entre les candidats et le peuple, à rebours de la tradition

gaulliste de la droite française. Et ce n'est pas le seul problème du scrutin.

A bien des égards, la généralisation des primaires, à droite comme à gauche, a contribué à la « moyennisation » de l'offre politique, selon le laboratoire d'idées, qui note un peu cruellement que ce n'est « probablement pas un hasard si le premier président élu après des primaires, François Hollande, a déclaré lui-même qu'il serait un président normal, coïncidant parfaitement avec une époque où la politique est désacralisée ». A droite, ce tassement se caractérise par un « rétrécissement du champ idéologique » des candidats à la primaire: pas d'ultralibéraux, aucun gaulliste de gauche... La compétition se limite à des candidats qui partagent les mêmes fondamentaux: davantage d'Union Européenne, davantage d'austérité et une ligne dure sur la sécurité, largement décrédibilisée par le bilan de la droite au pouvoir entre 2002 et 2012.

Le rapport du think-tank fait apparaître un effet plus insidieux de la primaire. Sous couvert d'apparaître les plus populaires possibles, les hommes politiques se détournent de leur devoir de vérité. Et, alors qu'ils devraient assumer que l'application de leur programme engendrera une phase historique d'incertitude – en reprenant le contrôle des « territoires perdus de la République », en mettant en place des politiques d'austérité drastiques... - et en avertir les Français, aucun des candidats Les Républicains ne semble prêt à réaliser ce travail de pédagogie nécessaire.

Une classe politique disqualifiée?

Le problème est si profond que le think-tank se demande si ce n'est pas la classe politique dans son ensemble qui est disqualifiée pour exercer le pouvoir, au moment où la France est confrontée à la montée du terrorisme djihadiste. A droite, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé ou François Fillon ont tous fait leurs classes sous la « Balladurie » ou la « Chiraquie ». Une époque révolue, marquée par l'effondrement de l'Empire soviétique et l'avènement « d'un nouvel ordre mondial » avec pour horizon les Etats-Unis comme seule « hyperpuissance ». Autant de certitudes qui ont volé en éclat avec les attentats du World Trade Center et la crise de 2008, et qui posent la question du logiciel politique des candidats à la primaire de la droite pour l'Institut Diderot. Dépassé?

Pour le think-tank promoteur de l'économie sociale, les candidats à la primaire de la droite doivent « changer d'état d'esprit » pour en finir avec la « peopolisation » de la politique et le « politiquement correct » hérité de la chiraquie. Faute de quoi, un échec dans l'exercice du pouvoir lors du prochain quinquennat fragiliserait les fondations de la Cinquième République. Et, avec elle, son parti fondateur.

challenges.fr

II) Mélenchon au plus haut, Sarkozy au plus bas



Jean-Luc Mélenchon fin août, Nicolas Sarkozy dimanche dernier.
AFP (Montage Paris Match)

Par Bruno Jeudy

Quatrième de l'élection présidentielle en 2012, Jean-Luc Mélenchon devient l'une des cinq personnalités politiques les plus appréciées par les Français selon le baromètre Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud-Radio. L'ancien président de la République Nicolas Sarkozy retrouve lui son niveau le plus bas depuis 2012.

C'est à la fois une première et un sérieux avertissement pour François Hollande. En entrant dans le top 5 des personnalités préférées par les Français, selon notre baromètre Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio, Jean-Luc Mélenchon crée la surprise passant de la onzième à la cinquième place, juste derrière Martine Aubry. Jamais un leader de l'ultra gauche n'était monté aussi haut. En gagnant deux points, l'ancien patron du Parti de gauche échappe à l'impopularité quasi générale qui touche ce mois-

ci 43 des 50 hommes et femmes politiques du baromètre soumis par l'Ifop aux Français.

Mélenchon bénéficie d'une certaine bienveillance de la droite (37% de bonnes opinions), séduite par une sorte d'effet Georges Marchais, truculent leader communiste des années 1980. Il recueille surtout 90% de suffrages auprès des sympathisants du Front de gauche, qui se contrefichent des réticences du patron du PCF. Enfin, il est majoritaire au PS (52%) et fait presque jeu égal avec François Hollande qui obtient seulement 58 % d'opinions positives. Il devance enfin Arnaud Montebourg (48%, -3) et plus largement Emmanuel Macron (45%, -4). A 200 jours de la présidentielle, voilà Jean-Luc Mélenchon qui se pose en sérieux challenger à gauche surtout dans la perspective d'un embouteillage en 2017 sur cette partie de l'échiquier politique.

Juppé s'effrite, Sarkozy s'enfoncé

A droite, la confrontation entre les deux favoris de la primaire de la droite et du centre tourne à l'avantage d'Alain Juppé. Si la cote du maire de Bordeaux s'effrite (-2) -culminant toujours à 61 %-, celle de Nicolas Sarkozy chute de six points. Plus embarrassant, l'ex-président perd aussi chez les sympathisants LR — son cœur de cible — 10 points en deux mois. Avec 29 %, il atteint son plus mauvais score depuis son départ de l'Élysée. Dans le duel de popularité entre les deux hommes testé par l'Ifop, le match est plié puisque 51 points les séparent (72/21).

Cerise sur le gâteau, l'ancien Premier ministre domine aussi son rival chez les sympathisants de droite. Ni François Fillon (-3) ni Bruno Le Maire (-1) ne bénéficient de la chute de Nicolas Sarkozy. Idem pour Nathalie Kosciusko-Morizet. Seul Jean-François Copé, en panne dans les sondages pour la primaire, remonte (+4). Il gagne 7 points à droite et 5 à gauche. Preuve que le maire de Meaux est perçu, selon Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop, comme «celui qui gêne Nicolas Sarkozy».

Tous les ministres en baisse

Le gouvernement n'est pas en forme. Rien d'encourageant à sept mois de l'élection présidentielle. Les mauvais résultats sur le front du chômage, les images de policiers attaqués à Viry-Châtillon ou encore la polémique avec le Pape font plonger la cote des ministres. Bernard Cazeneuve, jusque-là relativement épargné par

l'impopularité de l'exécutif, passe de 51 à 46 % (-5). Ségolène Royal recule de 2 points. Michel Sapin décroche de 6 (35 %) et Najat Vallaud-Belkacem paie sa réponse virulente au Pape sur la théorie du genre (-5). Même le populaire Jean-Yves Le Drian, qui vient encore de décrocher un contrat pour la vente de Rafale, est touché (-3). A l'image du gouvernement, Manuel Valls continue de baisser (-3) tandis que François Hollande est stable malgré une intense activité sur le terrain depuis deux semaines.



III) Hollande dénonce "l'appât de l'argent" chez Sarkozy mais appellerait à voter pour lui face à Le Pen



Le chef de l'Etat François Hollande (g) et son prédécesseur Nicolas Sarkozy, le 25 juin 2016 au palais de l'Elysée à Paris
©GEOFFROY VAN DER HASSELT, AFP

Présidentielle: Hollande dénonce "l'appât de l'argent" chez Sarkozy mais appellerait à voter pour lui face à Le Pen, révèle un livre à paraître

François Hollande dénonce la "grossièreté", "le cynisme" et "cette espèce d'appât de l'argent" chez Nicolas Sarkozy mais il appellerait à voter pour lui au second tour de la présidentielle en cas de duel avec Marine Le Pen, dans un livre à paraître jeudi.

"Les cassettes" de l'ex-conseiller à l'Elysée de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, "sont très importantes, non pas qu'elles révèlent quoi que ce soit - il n'y a pas de secrets d'Etat - mais elles vont révéler ce qu'est ce type. Sa grossièreté, sa

méchanceté, son cynisme", déclare à propos de son prédécesseur le chef de l'Etat, selon les propos rapportés par les journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme dans "Un président ne devrait pas dire ça" (éditions Stock). L'Express en publie les bonnes feuilles mercredi.

Les deux journalistes racontent dans leur livre le quinquennat de François Hollande à travers de nombreux entretiens avec le président de la République, qui se livre sur de nombreux responsables politiques dont celui qu'il a battu à la présidentielle de 2012.

"Ce qu'on ne voit pas chez lui, c'est qu'il ne fait pas le partage entre ce qui est possible et ce qui n'est pas possible, le légal et le non-légal, le décent et le non-décent. Pourquoi cette espèce d'appât de l'argent ? (...) Il s'entoure de gens d'argent. Pourquoi ? (...) L'argent est toujours l'argent ! C'est ça qui est étonnant", souligne M. Hollande.

- Quand Hollande mise plutôt sur Sarkozy -

Quand les deux hommes se retrouvent en décembre 2013, pour la première fois depuis la passation de pouvoirs un an et demi plus tôt, le chef de l'Etat est surpris que Nicolas Sarkozy "commence à (lui) parler de l'argent qu'il gagnait avec ses conférences". "Je me dis: il ne va pas oser quand même...", dit-il avant de soupirer: "Uniquement l'argent! Que l'argent...".

Pour autant, tout en dénonçant "la ligne de Sarkozy" qui est "la peur" et "le choix de la radicalisation verbale pour aller chercher les électeurs du Front national", François Hollande n'hésiterait pas à voter pour Nicolas Sarkozy si celui-ci était opposé, au second de la présidentielle, en mai 2017, à la présidente du Front national, Marine Le Pen.

"Oui, moi je le ferais. J'irais, pour voter contre Le Pen. Il faut se rappeler, c'était déjà très dur pour moi d'appeler à voter Chirac en 2002 (...) S'il fallait appeler à voter Sarkozy, on le ferait", confie-t-il.

Interrogé sur l'issue de la primaire de la droite, il lance en août 2015: "Normalement, ce devrait être Sarkozy (...) Mais si, dans les sondages, il apparaît que Sarkozy ne peut pas gagner ou est fragile, alors les gens iront vers Juppé."

Car, insiste-t-il, Nicolas Sarkozy est "tellement excessif qu'il peut semer le trouble dans son propre camp".

Le chef de l'Etat semble parfois compatir aux ennuis judiciaires de son prédécesseur. Evoquant la géolocalisation par les juges de ses téléphones, il déclare: "s'il n'y a rien dans le dossier, c'est choquant, c'est vrai". "C'est hélas le comportement de la justice", lâche-t-il même.

Quant à l'affaire Bygmalion, qui empoisonne Nicolas Sarkozy, il assure que sa mise en examen ne le réjouit pas: "Non. Un ancien président de la République qui passe douze heures dans le cabinet d'un juge d'instruction (...) C'est quand même éprouvant."

"J'ai trouvé que la mise en examen sur ce point était peut-être automatique dès lors qu'il avait signé les comptes (de campagne) mais n'indiquait rien sur sa connaissance ou pas de l'affaire Bygmalion", ajoute-t-il.

actu.orange.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com